



**ARRÊTÉ PORTANT OPPOSITION AU TRANSFERT DE POUVOIRS DE POLICE
SPÉCIALE AU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SARREGUEMINES CONFLUENCES**

Le Maire de Siltzheim,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9-2 relatif au transfert des pouvoirs de police du maire au président d'établissement public de coopération intercommunale

VU les statuts et compétences de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2026-010 en date du 20 mars 2026 portant élection de M. Sébastien SCHMITT comme Maire ;

CONSIDÉRANT que la commune de Siltzheim est membre de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences ;

CONSIDÉRANT l'élection du Président de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences intervenue en séance communautaire du 23 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que le Maire dispose, dans les conditions prévues par cet arrêté, de la faculté de s'opposer au transfert de ces pouvoirs de police spéciale ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de préserver la proximité et l'efficacité de la police spéciale sur le territoire communal ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est formé opposition au transfert de plein droit au Président de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences des attributions de police spéciale du Maire en matière de :

- circulation et stationnement,
- délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxi,
- lutte contre l'habitat indigne.

Article 2 : Les pouvoirs de police spéciale cités à l'article 1 demeurent donc exercés par le Maire de la commune de Siltzheim dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences.

Article 4 : Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet du département du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation.

Article 5 : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Siltzheim, le 07 octobre 2026

Le Maire
Sébastien SCHMITT